



15.01.2017 21:07:52 SDA 0102bsf

W0 / Paris (ats, reu, afp)

Politique, Élections, Partis politiques, Gouvernement, Police et justice, Lois, Criminalité

Le cannabis divise les candidats de la primaire de la gauche

Manuel Valls et Benoît Hamon se sont opposés dimanche sur le projet de ce dernier de légaliser le cannabis. Arnaud Montebourg et Vincent Peillon n'ont de leur côté pas donné de réponse définitive.

Après un premier débat de la primaire de la gauche sans heurt jeudi, l'ex-chef du gouvernement et l'ancien ministre de l'Education nationale ont exprimé des visions opposées lors du deuxième débat, comme ils l'avaient fait plus tôt sur l'accueil des migrants.

La prohibition n'est efficace ni contre la consommation ni contre le trafic, a assuré M. Hamon, qui prône de légaliser la distribution du cannabis pour pouvoir la contrôler. "Le cannabis peut conduire à des addictions extrêmement graves" et sa consommation doit être combattue, a-t-il insisté, promettant de consacrer à la prévention les 500 millions d'euros consacrés actuellement à la répression.

"Il faut des interdits"

Manuel Valls a au contraire jugé qu'"il faut des interdits dans une société". "Nous connaissons l'effet du cannabis sur les plus jeunes, dès le collège. Si vous légalisez le cannabis, vous aurez de toutes façon un cannabis plus dur, coupé autrement, qui alimentera d'autres trafics", a-t-il dit.

"Donc, de toute façon, les trafics vont continuer et ce sera encore plus difficile en matière de santé publique", a martelé l'ancien premier ministre.

"Quand on veut gouverner, quand on veut présider un pays, il faut aussi s'adresser à son pays, à ses compatriotes, à sa jeunesse en disant: il y a des interdits et donc je ne suis pas d'accord, ni avec la légalisation, ni avec la dépénalisation", a dit M. Valls.

Arnaud Montebourg est lui aussi contre l'idée de dépénaliser. "J'ai quelques réticences au regard des exigences de santé publique, regardez les milliards qu'on engloutit pour convaincre les gens de cesser de fumer ou de se livrer à l'addiction de l'alcool", a-t-il fait valoir.

Un débat à ouvrir

"Si à chaque fois que les pouvoirs publics sont submergés, il faut autoriser, jusqu'où irons nous?", a-t-il dit. Jugeant "inutile que l'élection présidentielle se déroule autour d'un sujet d'une telle nature", il a toutefois proposé une "conférence de consensus".

Vincent Peillon a quant à lui évoqué "les échecs" de la prohibition. "J'ouvrirai sérieusement ce débat, qui mérite une grande conférence nationale", a-t-il dit.

La candidate des radicaux de gauche Sylvia Pinel a pour sa part rompu avec des propositions souvent proches de celle de M. Valls. Elle a elle aussi défendu la dépénalisation, qui permettrait de "redéployer les forces de l'ordre sur d'autres missions" notamment les autres trafics de stupéfiants ou "la lutte contre le terrorisme".

Jean-Luc Bennahmias, du Front démocrate, a pour sa part dénoncé "40 ans d'hypocrisie" sur le cannabis et s'est dit favorable à une "législation contrôlée". Quant à l'écologiste François de Rugy propose d'"expérimenter une légalisation de l'usage et de la commercialisation".